

LES RAPPORTS ITALO-GERMAINS AVANT LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

1. Il est tout à fait naturel de penser en termes historiques et même en termes idéologiques lorsqu'on examine les rapports entre l'Italie et l'Allemagne. Cela nous est suggéré, d'un côté, par une tradition romantique qui a fini par prévaloir sur la didactique commune les premières sources de cette tradition se rattachent aussi loin qu'à la chute de l'Empire romain et aux invasions germaniques des débuts du Moyen Age. De l'autre côté, par la suite, c'est la lutte entre l'Eglise et l'Empire — le sac de Rome par Charles Quint laisse encore ses traces — à montrer un contraste qui, bien que largement politique, a fini par envahir l'impalpable monde de la psychologie des masses.

Par contre, l'on peut affirmer très clairement que le monde italien et le monde allemand, après les siècles obscurs des invasions et de la première domination lombarde, n'ont pas été caractérisés par une hostilité de fond. A' un moment donné, les forces politiques avaient assumé une forme qui allait bien au-delà de la géographie et des nationalités. L'Italie était divisée entre deux partis: celui du Pape et celui de l'Empereur, mais la conception politique de ce temps restait unitaire. Même le grand poète Dante Alighieri, patriote italien et catholique ardent, regardait à l'autorité impériale comme à une nécessité pour débarrasser l'Europe du désordre et des ambitions temporelles des Papes. Et l'Empire, bien entendu, ne s'identifiait guère avec l'Allemagne, même, si l'Allemagne était une de ses parties composantes et si sa couronne royale était la première condition pour que les fonctions impériales soient consacrées à Rome par les successeurs de Saint Pierre.

2. Il y a des vérités historiques que le Risorgimento devait dénoncer beaucoup plus tard: le procès unitaire italien a été bloqué, au Moyen Age, par le pouvoir temporel de l'Eglise, laquelle, par tous les moyens, a toujours combattu les forces de l'Empire, ou de souche nationale, qui essayaient, l'une après l'autre — tout comme en France et en Angleterre — de pousser l'Italie vers une unité politique. Une période de transition marquée par un équilibre entre les Etats italiens, qui s'était établi grâce à Laurent le Magnifique, seigneur de Florence, donna à l'Italie la paix intérieure, condition

pour l'indépendance des forces extérieures et d'une primauté civile dans l'Europe entière. Ce système a été rompu pour toujours par la Papauté, qui ouvrit les portes de l'Italie aux étrangers: les puissances européennes — France, Espagne, Empire — transformèrent l'Italie en un champ de bataille et de domination.

Le Risorgimento ne pouvait que se rattacher à l'anticléricisme en ce qui concerne les limites posées au pouvoir temporel du Saint-Siège. La prise de Rome de 1870 donnait une solution radicale à la question. Le compromis que Pie IX avait refusé alors, est entré dans le Traité du Latéran de 1929, qui consacre, par un territoire symbolique, l'indépendance temporelle du Saint-Siège, que la dernière guerre mondiale a respecté.

Pendant le Risorgimento, l'anticléricisme se confondait avec l'hostilité contre la maison de Habsbourg. Ce serait une erreur de croire que le mouvement de nationalité ait été antiallemand. Bien au contraire, les grands mouvements des nationalités et du romantisme étaient naturels aux Allemands autant qu'aux nations assujetties à Vienne — l'Italie, la Hongrie, la Pologne, la Bohême, la Slovaquie, la Slovénie et la Croatie—. Les révolutions de 1848 avaient un caractère national et libéral en Allemagne tout comme en Italie; de même, le mouvement pour l'unité a eu, dans les deux pays, des manifestations contemporaines, trouvant leur terme en 1870, avec Sedan et la prise de Rome.

3. De 1870 à 1914 les relations italo-allemandes ont été excellentes. La participation de Rome à la Triple Alliance doit être interprétée comme une garantie de la part de Berlin contre le revanchisme autrichien vers l'Italie et contre l'expansion de Vienne dans les Balkans. Les relations économiques entre l'Allemagne et l'Italie ont beaucoup contribué à l'édification de l'Etat italien dans cette difficile période initiale de son histoire. Dans le système bismarckien d'équilibre et de paix en Europe, l'Italie acquit le rôle d'une importante puissance au sein du Concert européen, bien avant d'avoir résolu ses problèmes de nation moderne. En effet, l'entente italo-allemande doit être considérée comme basilaire pour l'existence et le progrès de l'Italie unifiée et libre, au même niveau d'importance des rapports étroits existant avec Londres depuis les temps du conte de Cavour;

Avec la France, l'alliance de 1859 avait disparu dans les ruines de l'Empire: si Napoléon III n'avait sûrement pas renoncé aux ambitions séculaires de la France en Italie, après sa chute la majorité cléricale et royaliste ne réussit à pardonner jamais à la soeur latine l'annexion des Etats du Pape. Les gouvernements français qui suivirent à la présidence du maréchal de MacMahon gardèrent toute leur hostilité contre le nouvel Etat méditerranéen, car c'est justement dans cette mer que, après le Congrès de Berlin de 1878, ils avaient cherché avec acharnement de retrouver la »grandeur« qui leur avait

été bloquée sur le Rhin. Une guerre économique devait accompagner les difficultés politiques. C'est seulement aux débuts du nouveau siècle que les rapports entre Paris et Rome changèrent de caractère. La détente négociée par l'ambassadeur Barrère faisait suite à l'entente anglo-française. Les armements allemands et les coups de théâtre du kaiser Guillaume II, qui avait clairement abandonné la voie de l'équilibre et de la paix suivie par le prince de Bismarck, avaient été la cause principale de ce double tournant de l'histoire — entente anglo-française, détente franco-italienne — précédé par l'alliance entre Paris et St. Pétersbourg. Le nouveau roi, Victor Emmanuel III, et son premier ministre Giolitti avaient concentré tous leurs efforts dans les réformes et la construction nationale: ils voulaient la paix. Les accords scellés par la visite du président Loubet, conféraient à l'Italie une position qui garantissait non seulement ses intérêts dans la Méditerranée (Tripoli) et en Afrique (Ethiopie), mais qui contribuait de façon plus nette à la paix de l'Europe, l'Italie devenant de fait le poids principal pour que le système des alliances n'aboutit pas à une guerre.

Lorsque l'assassinat, à Sarajevo, de l'archiduc héritier François-Ferdinand et de son épouse fut suivi par la crise austro-serbe, l'Italie prit ses distances de Vienne, car la Triple Alliance contenait des clauses bien précises de communication préalable et de compensation, concernant toute initiative dans les Balkans de la part d'une des puissances contractantes. Berlin ne put qu'appuyer la position neutrale de Rome, bien que le Kaiser, en cédant malheureusement aux milieux de l'armée, ne sût pas arrêter le cabinet de Vienne. La guerre éclatait comme conséquence d'une fatale chaîne d'événements que les militaires de Vienne, de St. Pétersbourg et de Berlin et les cercles revanchistes de Paris réussirent à mettre en mouvement, refusant tout recours au Concert européen, que l'Italie et l'Angleterre avaient souhaité et réclamé jusqu'au dernier moment.

Dix mois plus tard, l'Italie abandonna sa neutralité pour entrer dans l'alliance avec les puissances de l'Entente. Mais la guerre de l'Italie était conçue par le gouvernement Salandra, au sein duquel le baron Sonnino était le tout puissant ministre des affaires étrangères; comme une guerre italienne, ayant le but de compléter l'unité du pays et les idéals du Risorgimento. Pour plus d'une année, Rome ne déclara pas la guerre à l'Allemagne, car le gouvernement n'était pas prêt à reconnaître des raisons d'hostilité foncière à l'égard de Berlin jusqu'à ce que les pressions alliées et la présence de troupes allemandes sur le front italien ne forcèrent pas le gouvernement et l'opinion publique à entrevoir la réalité qui avait changé le fond du caractère de la guerre même. Le Concert européen n'existait malheureusement plus et l'équilibre traditionnel ne pouvait plus se maintenir après la faillite d'une paix séparée de la part de l'Autriche. Le baron Sonnino avait mis son veto aux négociations entre le prince

Sixte de Bourbon, qui agissait au nom de son beau-frère l'empereur Charles, et Briand. La malheureuse conclusion des efforts de la part de Vienne de parvenir à une paix séparée aurait dû faire comprendre aux cercles politiques italiens que l'Europe échue de la guerre aurait dorénavant posé des problèmes, qui, à leur tour, auraient conseillé à l'Italiene une fondamentale révision de sa politique étrangère.

Versailles fut une paix de revanche, de haine, de domination, de la part de la France. La leçon du prince de Talleyrand était ignorée par M. Clémenceau. La faiblesse politique italienne, les précautions impériales de l'Angleterre, les erreurs du président Wilson et le refus du Congrès américain de signer les traités joindre la Ligue des Nations, donnèrent à Paris la possibilité d'imposer à l'Europe un système absurde. Ce système avait comme but principal l'humiliation permanente de l'Allemagne, et comme objectifs collatéraux l'isolement de la Russie et la construction, entre la mer Baltique et les Balkans, d'une chaîne artificielle de petits Etats alliés. Londres aurait dû garantir ce système bilatéralement et, collectivement, au sein de la Ligue des Nations. L'Italie était traitée comme une soeur pauvre qui, tout naturellement, aurait dû souscrire sans broncher les programmes de Paris en renonçant à toute ambition dans les Balkans, dans la Méditerranée et en Afrique.

4. La politique que Stresemann conduisait pour la République de Weimar était très habile, parce qu'elle se rendait compte que la chute des Empires — autrichien, russe et turc — aurait inévitablement assuré à l'Allemagne, en quelques années, une position de domination absolue au sein de l'Europe. Pour Stresemann ce n' était qu' un problème de tact et d'habileté diplomatique. Locarno donnait à la France la garantie supplémentaire pour le Rhin, tandis que les accords à l'Est n'avaient aucune signification concrète et l'Anschluss restait partie ouverte. Fondcièrement, une fois assurée la détente à l'Ouest, la puissance allemande se fondait sur les accords secrets et l'entente avec les Soviets, grâce auxquels la nouvelle Wehrmacht se serait formée en Russie, en ouverte violation des Traités.

5. Après Versailles, l'Italie avait très clairement compris le grand danger qui planait sur l'Europe. Le président du Conseil, Nitti, avait immédiatement resserré l'entente avec Londres. En plein accord avec Lloyd George, il avait essayé de corriger en quatre points les aspects les plus spectaculaires et dangereux de la politique française: annuler l'encerclement de la Russie; resserrer les liens avec l'Amérique; créer une zone d'étroite collaboration italo-yougoslave dans les Balkans et sur le Danube. C'était la réconciliation pour réédifier le Concert européen tout en arrêtant le cours fatal vers une nouvelle guerre. Deux ans après, les événements intérieurs italiens portèrent Mussolini au pouvoir. Depuis la dernière guerre on a dit et répété que Mussolini était pour les Allemands et, d'une façon

logique et naturelle, pour les nationaux-socialistes. Tout ça n'est qu'une bêtise. Le Duce était foncièrement antiallemand. Il détestait le nazisme et, dès le commencement, il considérait Hitler comme un être déséquilibré et dangereux. C'est la force des événements et plus encore les erreurs de Mussolini, ainsi que celles, très graves aussi, des puissances démocratiques ont fini par porter l'Italie à l'alliance et à la guerre aux côtés de l'Allemagne.

D'un point de vue psychologique, on peut dire qu'après la guerre de 1914—1918 en Italie on ne nourrissait pas de haine contre l'Allemagne. L'opinion publique était prête à envisager une réconciliation totale. Influencé par la «carrière», Mussolini regardait à Berlin comme à une puissance à exploiter dans ses demandes révisionnistes, mais avec des limites bien précises. Il se serait rapproché de l'Allemagne pour exercer une pression sur Paris, afin d'obtenir certaines concessions en Méditerranée, dans les Balkans et en Afrique; concessions qui, à ses yeux, étaient le prix que la France se serait trouvée forcée à payer pour négocier «un arrangement général» avec Rome, arrangement que Mussolini lui-même désirait.

Entre-temps, Mussolini avait renforcé l'ancienne entente avec l'Angleterre et avait obtenu de Londres des concessions et une chaleureuse et active collaboration. Cette entente était si stable, qu'elle permit de surmonter la malheureuse affaire de Corfou. Locarno, à ses yeux, donnait à l'Italie l'avantage de se lier encore plus étroitement avec Londres, en garantissant de même le «status quo».

Quant à l'Allemagne, elle restait à ses yeux le danger fondamental qui menaçait l'Europe. In ne croyait pas à la bonne foi de Stresemann et pensait qu'une détente franco-allemande se serait transformée, au moment donné, en un instrument de domination européenne de la part de Berlin. Le révisionnisme, comme je l'ai déjà dit, était tactique. La Hongrie aurait dû représenter un barrage à l'expansion allemande dans le Sud-Ouest européen. Il hésita beaucoup avant de signer le pacte de Locarno, car au fort de lui-même il aurait désiré l'inclusion de la frontière du Brenner, si une pareille garantie n'aurait pas comporté, en un certain sens, la constatation des droits allemands sur l'Autriche.

6. En 1932, Mussolini reprenait en ses propres mains les rênes du Ministère des affaires étrangères. On a dit qu'il n'était pas satisfait de la politique antifrançaise de son ministre Grandi. Cependant il est beaucoup plus honnête de souligner que la politique très habilement conduite à Genève et dans la négociation pour le désarmement par le comte Grandi n'avait pas obtenu, de côté de Paris — et de Belgrade — les satisfactions que Mussolini lui-même recherchait, à travers son Ministre, afin qu'une entente avec la France — et la Yougoslavie — ait pu être négociée avec succès.

A' cette époque, Mussolini avait en Allemagne ses émissaires secrets qui l'informaient directement sur les intentions et sur les pro-

jets de Hitler. Mussolini regardait aux événements allemands avec angoisse. Quand il rencontra Hitler à Stra, il en fut horrifié. Il le dit tout franchement à Ludwig dans ses conversations avec l'écrivain, et le répéta plus tard, dans un fameux discours public, au cours duquel il n'hésita pas à dénoncer le caractère de barbarie du national-socialisme.

Dès lors, la politique étrangère italienne prit un tour différent. Il ne s'agissait pas de renoncer aux objectifs essentiels, mais de négocier immédiatement avec Paris, d'autant plus que certaines indications prouvaient qu'après la grande crise économique, Londres, et l'opinion publique anglaise, n'auraient pas si facilement conduit une vigoureuse politique européenne envers l'Allemagne et en dehors de la Ligue des Nations.

De son côté, Mussolini ne croyait pas à la capacité de la Ligue de dire halte à une évidente volonté allemande de violation des Traités et d'expansion, qui menaçait la paix européenne. C'est là la raison de ses longues conversations avec le nouvel ambassadeur de France à Rome, de Beaumarchais. Mais Paris n'offrait rien qui fût très important, et la «carrière» italienne même s'avisait de mettre un terme à des négociations qu'elle considérait sans issue. Mussolini fit alors une tentative pour lier les quatre puissances — Grande Bretagne, France, Allemagne et Italie — dans une solidarité commune, qui aurait dû les forcer à une concertation dans l'intérêt de toutes et de chacune. En un certain sens, c'était comme rétablir un Concert européen plus restreint et donner une substance à la sécurité opposée au système de Genève, qui non seulement manquait de mordant (et l'affaire de Mandchourie allait bien le prouver), mais où la démagogie menaçait de supplanter l'initiative politique responsable.

Le Pacte à Quatre n'eût pas d'issue, bien qu'il ait été signé au Palais de Venise par les représentants des quatre puissances. En effet, l'Allemagne entendait l'exploiter pour ses propres fins; la Grande Bretagne préférait chercher un terrain de compromis direct avec Berlin plutôt que de défendre le «status quo» en ouvrant la porte à la Russie soviétique; quant à la France, entre un système de coopération européenne avec les grandes puissances et celui de ses alliances orientales, elle choisit le dernier.

7. L'hostilité de Mussolini contre l'Allemagne n'allait pas diminuer après l'effondrement de son effort pour la paix. Bien au contraire, il était de plus en plus convaincu qu'en Europe la crise approchait à grands pas et que la politique italienne avait, par conséquence, très peu de temps devant soi si elle voulait atteindre ses deux buts essentiels: l'expansion en Afrique et la sécurité en Europe. Il fallait donc obtenir l'agrément anglo-français et agir en même temps, avant que l'Allemagne ne porte à la paix en Europe des coups décisifs. Ce sont les événements de l'été 1934 qui ont poussé Mussolini à prendre de grandes décisions: à la suite de l'assassinat de Dollfuss, du putsch

manqué en Autriche et de cette nuit des longs coutenaux qui devait révéler la personnalité de Hitler dans toute son horreur criminelle, Mussolini mobilisa sur le Brenner.

Le rapprochement à la France, qui se vérifia immédiatement, fut facilité par l'avènement au pouvoir de Laval. Pour la première fois, Mussolini s'adressait donc premièrement à la France. Les nouvelles de Londres n'étaient pas bonnes, puisqu'on y était prêt à céder à l'Allemagne et l'on ne voyait pas de bon oeil des initiatives de l'Italie aux dépens d'un membre de la Ligue. A' la veille d'élections nationales, l'opinion publique, qui était contraire à défendre la suprématie militaire française et les ambitions coloniales italiennes, semblait pencher vers le Labour Party; les conservateurs mêmes étaient divisés.

En janvier 1935, dans les accords du Palais de Venise, Mussolini avait cédé à la France beaucoup plus de ce que le Quai d'Orsay ne se le serait attendu. Il avait en effet renoncé aux anciens droits italiens en Tunisie; il avait accepté des accords militaires immédiats contre l'Allemagne de même qu'un pacte danubien qui aurait porté à une réconciliation avec Belgrade et à un système de défense sur le Danube. Se son côté, Laval admettait, et non sans une forte dose d'ambigüité, le »désistement« français en Ethiopie, face aux droite de l'Italie, reconnus par les Traités. En ce moment-là, Mussolini n'aspirait pas à la conquête de ce pays, mais bien à la domination italienne sur certains territoires qui auraient assuré les communications entre la Somalie et l'Erythrée, tout en laissant formellement intacte la souveraineté du Négus sur le centre amhara du pays, transformé, »de facto« en protectorat italien.

Afin de confirmer le fond de sa politique européenne de solidarité contre l'expansion allemande, Mussolini convoqua alors les anciens alliés à Strésa. Vis-à-vis d'un MacDonald silencieux et d'un Laval prudent, il fut le seul à plaider la cause de l'Europe en termes aussi dramatiques qu'énergiques. Mais il ne parla pas d'Ethiopie, et ce fut sa grande erreur. Il s'attendait, probablement, à ce que les experts anglais présents à la conférence approchent leurs collègues italiens à propos des intentions de Rome et que MacDonald et Simon demandent des éclaircissements et des garanties pour les intérêts britanniques. Dans le communiqué final, Mussolini se borna à demander que la défense du »status quo« soit limitée à l'Europe. Les alliés acceptèrent sans broncher et Mussolini fut de l'idée que cela équivaldrait à un accueil favorable à ses projets.

Après quelques semaines, la Grande Bretagne signait, malheureusement, et à l'insu de ses alliés, l'accord naval avec Hitler. Ce geste étatit en totale contradiction avec Strésa, mais confirmait, à la veille d'élections qui auraient bien pu reporter le Labour Party à Downing Street, quel était l'esprit du peuple anglais et de son gouvernement.

8. — Il faut quand-même admettre qu'au sein du cabinet de Londres il devait y avoir un certain nombre de ministres qui se rendaient bien compte du danger que pouvait comporter l'abandon de l'affaire italoéthiopienne aux soins de la Ligue. Il aurait fallu résondre la question entre les signataires des traités qui concernaient l'Etat africain, voir la Grande Bretagne, la France et l'Italie. Londres envoya à Rome le jeune ministre Eden avec des propositions.

Ce que l'Angleterre offrait était ridicule et inacceptable, soit par Mussolini, soit par l'Italie. Eden était foncièrement antiitalien; il avait avec lui l'opinion publique anglaise qui, en un certain sens, poussa Whitehall sur une voie qui d'une part, dans la substance des faits, permettait à l'Italie de lancer une grande guerre coloniale en passant, sans aucun incident, à travers Suez; et, de l'autre, formellement, ouvrait à Genève un grand procès international contre l'Italie. Cette politique, dictée, essentiellement, par des préoccupations électorales, finit pour déclancher en Italie une vague patriotique, en affaiblissant la Ligue elle-même et en ouvrant l'écluse à l'expansion allemande.

Lorsque, à la fin de 1935, Hoare et Laval (et, en vérité, le comte Grandi et Lord Vansittart) cherchèrent de trouver un compromis (que Mussolini avait accepté préalablement), des indiscretions de presse mirent en crise les cabinets de Londres et de Paris, forçant Mussolini à continuer les opérations militaires. Enfin, le refus de l'Empereur d'Ethiopie battu d'accepter les propositions de Rome, eurent comme conséquence la fuite de Hailé Sellassié et l'annexion de tout le pays à l'Italie.

L'examen des documents prouve que Mussolini n'avait pas cessé un seul moment d'insister à Paris et à Londres pour obtenir le retour aux ententes de Strésa, en confirmant ses engagements militaires avec la France. Après la campagne africaine, le comte Grandi se rendit deux fois chez le Roi d'Angleterre pour lui transmettre des solennels messages qui exprimaient la volonté de rétablir à tout prix, face au danger allemand, l'entente entre les trois anciens alliés.

9. — A ce point-là on peut bien se demander quelle avait été l'attitude de l'Allemagne vers l'Italie, pendant la crise éthiopienne. Dans son action, Berlin, il faut le souligner, avait nourri l'espoir de pousser l'Italie le plus loin possible dans une aventure sans issue et de démanteler en même temps, et une fois pour toutes, les accords de Strésa. C'est seulement un peu plus tard, après le succès italien, que Berlin se rapprocha de Rome, dans le but d'éviter que les efforts de Mussolini envers Paris et Londres aboutissent à une reprise de l'alliance antiallemande. La situation européenne devait devenir encore plus précaire à cause de l'Espagne, puisque Rome et Berlin s'étaient trouvées du même côté. Hitler, à vrai dire, s'était servi de ce conflit pour ses propres fins d'expérimentation militaire en laissant peser sur l'Italie les engagements politiques. Il comptait

aussi sur un isolement italien, ce qui lui aurait permis de déjouer toute opposition organisée à sa politique d'expansion.

De même, il faut se demander quelle raison intervint plus tard pour que Mussolini signât le Traité d'Alliance avec l'Allemagne. Il eut le tort de croire que l'Italie pourrait encore jouer son rôle traditionnel de poids déterminant en Europe. La condition pour ce rôle était l'entente avec l'Angleterre que la «carrière», l'état-major et la Couronne considéraient essentielle. Cela explique le «gentlemen's agreement» et la visite de Chamberlain et de Halifax à Rome.

Pour ce qui concerne la France, la guerre d'Espagne avait malheureusement rouvert la plaie des hostilités idéologiques: la participation à la lutte des antifascistes italiens, qui étaient partis du territoire français, avec le consentement et l'appui du gouvernement de Paris, avait injecté du poison dans les relations entre les deux pays. D'autre côté, Mussolini ne pouvait ignorer l'opinion de son propre parti, qui considérait son attitude envers les «démocraties» et le Front populaire, à l'extérieur, et envers les milieux modérés, à l'intérieur, indigne des victoires du fascisme en Afrique et en Espagne. Il demandait l'alliance avec Hitler comme débouché naturel et révolutionnaire, dicté par l'idéologie qui unissait les deux pays.

Pouvait-on éviter le Traité d'Acier? Certainement. En ce moment donné. Mussolini n'avait pas encore perdu sa liberté d'action. Il croyait sincèrement de pouvoir exercer une influence personnelle et matérielle sur Hitler en arrêtant l'Allemagne dans ses dessins de guerre. Une entente avec Londres bien plus intime que le «gentlemen's agreement» aurait pu créer un équilibre en Europe et assurer la paix.

En 1939, dans ce fatal moi de mai, trois jours après que le comte Ciano avait signé le Traité d'Acier, par moyen duquel Mussolini se flattait de réussir à mettre un frein aux activités de Hitler, celui-ci, sans en informer son nouvel allié et en ouverte contradiction avec la lettre et l'esprit du Traité même, décidait la guerre contre la Pologne. Au mois d'août. Ciano fut informé, par Ribbentrop et par Hitler en personne, que la guerre était décidée. Cette information fut donnée toutefois seulement sur demande italienne, après que le comte Csáky, ministre des affaires étrangères de Hongrie, avait avisé Mussolini de ce qui se préparait à Berlin.

Au contraire de Franco, qui avait immédiatement opté pour l'abstention de l'Espagne, la non-billigerance de l'Italie laissait ouverte l'alternative entre la guerre et la neutralité.

Mussolini avait prêché pendant vingt ans l'inéluctabilité historique des guerres: il était difficile pour lui de se soustraire au choix fatal. Tout de même il est bien certain que sa décision de donner suite, au printemps de 1940, à l'alliance allemande, fut dictée simplement par la conviction que Londres, après l'effondrement de la

France, aurait cherché un compromis avec Berlin, plutôt que de risquer une guerre globale, dangereuse pour son Empire.

Depuis quelques jours, Mussolini avait refusé les propositions avancées par Roosevelt, qui en neutralisant la Méditerranée tendaient à limiter la guerre. Malheureusement, ses propositions arrivaient trop tard, parce que la Norvège était déjà tombée et la campagne à l'Ouest menait son train. Mussolini, d'ailleurs, ne comprenait pas l'Amérique et le monde non-européen. Il voyait seulement deux réalités: une victoire de Hitler avec la possibilité de représailles allemandes contre l'Italie; la nécessité de redonner à Rome un rôle de modérateur en rapport aux ambitions allemandes.

Nous ne connaissons pas s'il y eut une correspondance secrète entre Mussolini et Churchill à ce sujet. C'est l'histoire à nous apprendre la suite des événements. Hitler faillit convaincre Londres à la paix. Et il faillit de même plier l'Angleterre et l'envahir. Mussolini se sentit isolé et, cette fois, à la merci de son allié. Dans un dernier sursaut, croyant à la victoire de son allié, il se précipita follement dans la guerre contre la Grèce, qui marqua, dans son désastre, l'assujettissement militaire et politique, de l'Italie à l'Allemagne.

Par conséquent, une vraie histoire diplomatique des rapports italo-germans entre 1941 et 1943 n'existe pas. C'est seulement une triste, très triste énumération de gestes serviles d'un dictateur humilié, qui essayait de temps en temps de montrer son indépendance — en protégeant les juifs expulsés de la France occupée, en aidant Mihailovic il croyait nuire à son allié, mais il joua encore une fois la fausse carte, il essaya de traiter les Grecs plus humainement que le faisait son allié. C'est tout. Et à la fin, le dictateur ne trouva même pas la force de placer quelques mots devant la cascade oratoire hitlérienne, qu'il supportait en silence. Mais les soldats italiens avaient été conduits à la mort sur les sables africains ou sous les neiges de la Russie, tristement abandonnés par leurs camarades allemands. Leur héroïsme ne doit pas être oublié.

10. — Les débarquements alliés dans l'Afrique du Nord ouvrent une nouvelle phase de la guerre, car il devenait évident qu'elle aurait été transférée sur le continent. Pour les alliés de l'Allemagne il n'y avait plus qu'une seule alternative: recouvrer leur indépendance en facilitant les anglo-américains, ou bien subir les horreurs d'une résistance allemande à outrance, avec le danger d'être «libérés» par les Soviets. Evidemment, les risques ne manquaient pas dans la première option, car l'Allemagne disposait encore d'une nette supériorité militaire en France, en Italie, dans les Balkans.

L'initiative fut prise par le roi Victor Emmanuel. Il pouvait disposer de la solidarité de l'amiral Horty, du roi Boris de Bulgarie et de Mihai Antonescu. Le Roi d'Italie rédigea personnellement des instructions pour Mussolini qui sont un modèle de réalisme stratégique et politique: après avoir exposé la situation, il soulignait la

nécessité d'agir d'accord avec les alliés danubiens. Dans l'intérêt de l'Italie et celui de l'Europe, il fallait se détacher de l'Allemagne. En s'adressant à Mussolini, le Roi pensait que, dans les circonstances, le Duce avait encore assez d'influence personnelle sur Hitler pour prendre l'initiative. C'était pour le Duce un devoir: l'Alliance était entre deux régimes, plus qu'entre deux pays.

Mussolini était fondamentalement d'accord avec le Roi, mais il n'entreprit pas grand-chose. Il se limita à ne pas arrêter l'initiative du sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, Bastianini, en vue d'une consultation avec les alliés danubiens sur le problème posé par Victor Emmanuel. C'est Bastianini qui alla beaucoup plus loin, en préconisant une active solidarité entre alliés pour se séparer de l'Allemagne.

A l'époque du débarquement des anglo-américains en Sicile, le Roi, d'accord avec l'état-major, demanda à Mussolini de parler franchement avec Hitler. Mussolini donna sa promesse de le faire, mais n'osa pas. Son manque de réaction pendant les débats au sein du Grand Conseil, la nuit du 24 au 25 juillet 1943, et sa lettre à Badoglio après son renvoi, prouvent qu'il reconnaissait pour l'Italie la nécessité de trouver la manière de sortir de cette tragique impasse, avant qu'il ne soit trop tard. Sa dernière apparition politique, comme Quisling italien, n'est que le dernier acte d'une tragédie. Sa fin entre les mains des communistes lui épargna un procès humiliant.

11. — L'histoire des quarante jours, entre le 25 juillet et le 8 septembre 1943, marquent la crise finale des rapports italo-germans. Depuis longtemps Hitler était convaincu de la »trahison« organisée par le roi Victor Emmanuel, qu'il détestait. Encore avant la chute de Mussolini, il avait pris des précautions stratégiques pour qu'au moins l'Italie du Nord reste dans le cadre des défenses allemandes. L'habileté déployée par le feld-maréchal Kesselring lui gagna presque une année entière, grâce à la brillante tactique suivie de Salerno à la Vallée du Po. La supériorité des forces allemandes en Italie au moment de l'armistice du 8 septembre 1943 était suffisante à contenir les alliés anglo-américains et à éliminer toute résistance de l'armée italienne, restée sans essence et sans munitions. La légèreté du Haut Commandement italien et le manque de confiance de la part des alliés — en particulier des Anglais — finirent pour faire payer un prix très haut à la nation italienne et aux alliés anglo-américains. L'opération des parachutistes américains sur Rome et le débarquement de troupes à Ostie auraient, au contraire, donné à l'Italie en une seule nuit les mêmes chances que le général De Gaulle avait obtenu, lui tout seul, pendant trois années de résistance solitaire. L'opération conçue par le roi Victor Emmanuel répondait aux traditions de sa Maison: mettre ses forces du côté capable d'ouvrir les portes à une paix raisonnable et éviter la domination d'une seule puissance en Europe. A ce moment-là, le Roi, à l'instar de ses an-

cêtres, prit entièrement sur soi-même la responsabilité de tourner le dos à l'Allemagne encore toute-puissante. Ce geste permit de sauver la souveraineté italienne, et à l'Etat de survivre et de prendre un rôle concret dans la campagne de libération. L'Italie se rangea du côté des Alliés.

La guerre terminée, l'Italie ne pouvait que reprendre une politique d'amitié avec l'Allemagne. A' Rome, De Gasperi se rendait bien compte que sans l'Allemagne l'Europe ne peut pas se faire. Et sans l'Europe l'Italie ne peut pas vivre en paix. Sans l'Europe, la défense de l'Italie et des autres nations est précaire, car la garantie américaine sera de plus en plus conditionnée par une effective solidarité des nations européennes.